

ÉDITION SPÉCIALE

ÉLECTIONS DE MI-MANDAT AUX ÉTATS-UNIS

Maxime Dupuis, CFA

DIRECTEUR DES INVESTISSEMENTS ET DE LA GESTION SOUS MANDAT
ODDO BHF BANQUE PRIVÉE

ODDO BHF
BANQUE PRIVÉE

Un basculement politique, MAIS PAS DE BASCULEMENT FONDAMENTAL POUR LES MARCHÉS FINANCIERS

Mercredi 4 novembre 2026

Ces derniers jours, notre Comité d'investissement global a examiné de près les élections de mi-mandat américaines et leur incidence possible sur les marchés financiers. Avant le scrutin, nous considérions une victoire démocrate à la Chambre des Représentants comme très probable et une majorité démocrate au Sénat comme le scénario le plus probable. Cette appréciation concordait globalement avec le contexte politique et les sondages, même si l'issue de plusieurs élections sénatoriales dans certains états restait difficile à prévoir.

Les démocrates étant désormais en passe de prendre le contrôle de la Chambre comme du Sénat, l'orientation politique correspond globalement à nos attentes, même si l'ampleur des gains démocrates est notable.

Pour les investisseurs, c'est un premier message important : le basculement politique à Washington est significatif, mais il ne constitue pas une véritable surprise pour les marchés financiers.

La première réaction des marchés financiers, dès l'ouverture des échanges en Asie, a néanmoins été vive. Les valeurs technologiques et les semi-conducteurs ont été particulièrement sous pression, les investisseurs se concentrant sur le risque d'un encadrement plus strict de l'intelligence artificielle et des centres de données. Les contrats à terme sur les actions américaines ont nettement reculé, tandis que les marchés asiatiques à forte composante technologique ont également subi des pertes importantes.

Ces mouvements ne se sont toutefois pas transformés en une aversion généralisée au risque. Les contrats à terme sur le S&P 500 ont d'abord cédé plus de 1 % avant d'effacer une bonne partie de leurs pertes. Le retournement a été encore plus frappant en Corée du Sud : le KOSPI, qui a reculé de plus de 4 % au plus bas de la séance, est revenu à l'équilibre ou presque. Cela montre que les investisseurs ont

rapidement commencé à faire la part des choses entre l'annonce politique et ses implications économiques à plus long terme.

Fait important, le président Trump a indiqué qu'il acceptait le résultat de l'élection et qu'il était disposé à travailler avec les nouvelles majorités démocrates. Cela réduit le risque d'une confrontation politique prolongée et a également contribué à apaiser les marchés financiers.

Pourquoi certains investisseurs sont-ils inquiets ?

L'une des raisons tient à l'essor des investissements américains dans l'intelligence artificielle. Certains investisseurs craignent que les victoires démocrates, notamment au niveau des États, ne compliquent le développement rapide des centres de données. Les questions sont d'ordre pratique : où construire de nouveaux centres de données, d'où proviendront l'électricité et l'eau, et qui financera les infrastructures nécessaires ?

Ces inquiétudes doivent être prises au sérieux, sans pour autant être exagérées. Un résultat électoral ne met pas fin du jour au lendemain au cycle d'investissement américain dans l'IA. De nombreux projets sont déjà planifiés ou en cours de construction, et la demande en capacités de calcul, en électricité et en infrastructures de réseau reste élevée. Des frictions réglementaires accrues et une plus grande sélectivité semblent donc plus probables qu'un arrêt brutal des investissements.

Par ailleurs, les investisseurs s'étaient déjà montrés plus critiques à l'égard du thème de l'IA avant l'élection. La question centrale est davantage de savoir si les montants considérables investis peuvent générer des rendements attractifs. Nous restons convaincus du potentiel économique de long terme de l'intelligence artificielle. Mais les marchés feront de plus en plus la distinction entre les entreprises capables de transformer leurs investissements en bénéfices et en flux de trésorerie durables, et celles qui dépendent fortement de financements externes. Nous avons décrypté à plusieurs reprises les enjeux de cette thématique dans nos précédentes publications hebdomadaires (« Breaking Bad » le 20 octobre dernier ou « Liberté, Egalité, Disparaité » le 13 octobre dernier).

La surveillance politique pourrait également s'intensifier, en particulier pour les secteurs financier et technologique, l'IA et les cryptomonnaies. Mais l'impact économique immédiat ne doit pas être surestimé. Sans le contrôle de la Maison-Blanche, les démocrates disposent d'une marge de manœuvre limitée pour modifier en profondeur la fiscalité des entreprises ou le cadre réglementaire. Un examen plus attentif est donc plus probable qu'un changement soudain des règles du jeu.

La majorité démocrate au Sénat confère en outre au parti une influence accrue sur les nominations clés au sein des autorités de régulation. Cela pourrait ralentir certains volets du programme de déréglementation de l'administration et compliquer certaines opérations d'entreprise. Le président Trump conserve toutefois son droit de veto, ce qui limite la possibilité de faire adopter des réformes législatives majeures.

Par ailleurs, les implications vont au-delà des marchés actions.

Le marché obligataire a d'abord réagi favorablement. Un Congrès sous contrôle démocrate pourrait rendre plus difficiles de nouvelles mesures de relance budgétaire. Cela pourrait atténuer certaines inquiétudes quant à la trajectoire budgétaire américaine et donc réduire

les pressions haussières sur les taux d'intérêt américains à long terme.

Le dollar américain s'est d'abord affaibli dans le sillage de la baisse des rendements des bons du Trésor. Néanmoins, le dollar continuera de dépendre largement de la croissance, de l'inflation et de la politique de la Réserve fédérale américaine. Les droits de douane et la politique migratoire demeurent principalement entre les mains de l'administration. Leurs effets sur les prix à l'importation, les salaires et le marché du travail continuent d'en faire des déterminants importants de l'environnement macroéconomique auquel la Réserve fédérale est confrontée.

L'or continue de jouer un rôle important de diversification dans les portefeuilles. Nous suivons également de près l'évolution des cours du pétrole. Les espoirs récents de progrès diplomatiques entre les États-Unis et l'Iran ont fait reculer les prix de l'énergie. Un apaisement durable des tensions réduirait les pressions inflationnistes et soutiendrait de nombreux actifs financiers. Une nouvelle escalade pourrait rapidement inverser cet effet. Pour les investisseurs, l'évolution de la situation en Iran et des prix de l'énergie pourrait en définitive s'avérer au moins aussi importante que l'élection elle-même.

Qu'est-ce que cela implique pour nos portefeuilles et nos mandats de gestion ?

Les résultats des élections de mi-mandat sont proches de notre scénario et cohérents avec notre positionnement actuel. Pour notre allocation d'actifs, cette élection dissipe davantage une incertitude qu'elle ne marque le début d'un nouveau régime de marché.

Par conséquent, nous ne voyons pas de raison de procéder à des ajustements sur nos portefeuilles à très court-terme. Si des modifications devaient s'imposer, elles seraient plutôt ciblées, notamment au sein des investissements liés à la technologie et à l'IA, où la réglementation, les coûts de financement et la capacité à générer des flux de trésorerie durables exigent une attention particulière. Des ajustements sont également envisageables sur le secteur des Energies Renouvelables, ou des valeurs financières.

Pour 2027, nous restons confiants. L'économie américaine part d'une position solide, les bénéfices des entreprises continuent d'offrir des fondamentaux robustes, et les récentes corrections de marché ont permis de tempérer certaines attentes jusqu'ici élevées.

En tant qu'investisseurs de long terme, nous regardons toutefois également au-delà de 2027. Cette élection pourrait donner une première indication de l'évolution du paysage politique américain en vue de l'élection présidentielle de 2028. Un scénario associant un président démocrate à un Congrès toujours sous contrôle démocrate aurait des implications bien plus profondes pour la fiscalité des entreprises, la politique de concurrence et la réglementation. À ce stade, ces scénarios constituent davantage des risques à surveiller que des raisons de modifier notre positionnement aujourd'hui.

Notre conclusion : les élections de mi-mandat modifient l'équilibre politique à Washington, mais elles ne changent pas les forces fondamentales qui animent les marchés financiers. La croissance, l'inflation, les taux d'intérêt et les bénéfices des entreprises demeurent plus déterminants pour les investisseurs que la politique partisane. Le résultat de cette élection constitue davantage une confirmation qu'une surprise. Nous restons pleinement mobilisés, attentifs à l'évolution des marchés et prêts à ajuster notre

positionnement si nécessaire. À ce stade, toutefois, rien ne justifie une révision significative de notre allocation. Notre vision constructive pour 2027 demeure inchangée.

Les informations et analyses contenues dans le présent document ne peuvent engager la responsabilité de ODDO BHF Banque Privée, ni constituer l'unique base de votre décision quant à l'opportunité de réaliser certaines opérations ou investissements. Les opinions exprimées dans cette analyse sont susceptibles d'évoluer sans préavis. Vous devez vous assurer que les solutions ou investissements retenus correspondent à vos objectifs, votre situation financière et aux risques que vous êtes prêt à assumer.